



HAL
open science

Recension de Pierre Signoles (éd.), 2014, Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb, Paris, Karthala, 535 p.

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Recension de Pierre Signoles (éd.), 2014, Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb, Paris, Karthala, 535 p.. 2016. halshs-01335655

HAL Id: halshs-01335655

<https://shs.hal.science/halshs-01335655>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre Signoles (éd.), 2014, *Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb*, Paris, Karthala, 535 p.

*Recension de Roman Stadnicki,
Maître de conférences à l'Université de Tours (UMR CITERES)*

Pierre Signoles édite là un remarquable ouvrage de synthèse comme seuls les véritables collectifs de chercheurs peuvent les produire. Ce livre porte ainsi la marque des quatre coordinateurs (Raffaele Cattedra, Olivier Legros, Aziz Iraki, Pierre-Arnaud Barthel), celle de la dizaine de rédacteurs supplémentaires et celle de près d'une quarantaine de membres du programme FSP « Faire la ville en périphérie(s) ? Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb », dont il est le fruit. On passera donc outre la taille de l'ouvrage – une somme de plus 500 pages –, et sa structuration relativement complexe, pour saluer les efforts entrepris par ce collectif pour restituer les résultats d'un programme de recherche ambitieux et structurant ayant mobilisé de nombreuses équipes françaises et maghrébines entre 2005 et 2009. Le positionnement scientifique de ce programme est rappelé en introduction : à travers l'expression « Faire la ville », ce sont tous les acteurs qui sont concernés, publics, privés et « ordinaires » ; à travers le terme « périphéries », c'est la concentration des enjeux stratégiques – fonciers, politiques et d'image – en ces espaces qui est mise en avant, au-delà des fortes dimensions spatiales et démographiques que revêtent aujourd'hui pourtant les périphéries urbaines au Maghreb. Ce positionnement, soucieux d'une approche par les acteurs dans laquelle l'analyse de la réaction de l'habitant à ce qui « structure par le haut » est primordiale, permet à l'ouvrage d'éviter l'écueil idéologique et de verser dans le jugement critique, deux tendances pourtant récurrentes dans les recherches urbaines actuelles. Point d'allusion, par exemple, à « l'expression-chapeau »¹ d'urbanisme néolibéral et à ses effets soi-disant « dévastateurs » sur les populations locales, qui constitue désormais une grille de lecture dominante des systèmes urbains au Sud. Le livre se contente de décrypter les caractéristiques de la fabrique urbaine au Maghreb sans les catégoriser, bien que ces dernières – le règne de l'urbanisme de projet dit dérogatoire², la tendance au gigantisme, etc. – pourraient rendre opératoire ladite grille de lecture pour les cas tunisiens, marocains et algériens étudiés. On apprécie néanmoins que ce soit au lecteur de catégoriser, le cas échéant, à partir de processus et de dynamiques, et non aux auteurs de fournir d'emblée des catégories qui feraient débat et dont le lecteur aurait du mal à se départir ensuite.

Dans ce travail de caractérisation (et non de catégorisation donc), les auteurs font trois grandes hypothèses : celle de la standardisation de l'action publique urbaine sous l'influence de dynamiques exogènes ; celle du redéploiement de l'État – et non de son retrait, contrairement à une idée reçue – en lien avec l'évolution des cadres de référence de l'action publique ; celle de l'intégration des périphéries urbaines par le biais de l'urbanisme de projet et, dans une moindre mesure, de la réorganisation des territoires politico-administratifs. Ces trois hypothèses sont étayées de façon convaincante grâce à trois analyseurs qui constituent autant de parties de l'ouvrage : l'urbanisme de (grand) projet, les interventions publiques dans les quartiers populaires et les réformes institutionnelles.

¹ Legros O., 2014, « Marges urbaines en Méditerranée : questions en suspens et chantiers de recherche », in Florin B., Legros O., Semmoud N., Troin F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, PUF, p. ?

² Citons ici l'une des meilleures formules de l'ouvrage : « Quand, en matière d'urbanisme, la dérogation à la règle devient un mode de faire systématique, on ne sait plus très bien s'il faut parler d'un urbanisme dérogatoire ou d'une dérégulation de l'urbanisme » (p. 17).

Les qualités synthétiques de l'ouvrage apparaissent le mieux dans sa première partie. Cette dernière propose une analyse presque exhaustive (les tableaux apportant beaucoup) des grands projets les plus marquants de ces dernières décennies dans les grandes villes du Maghreb. L'accent est judicieusement mis, non pas sur leurs formes et fonctions, mais sur les « modes de portage », de plus en plus sophistiqués (agences publiques et parapubliques, sociétés d'économie mixte, *holdings*, etc.), notamment à l'aide d'extraits d'articles (encadrés) qui dispensent le lecteur de remonter lui-même à la source pour obtenir des informations plus précises.

La complexification de l'action publique se donne également à voir dans les modes d'intervention dans les quartiers populaires (non réglementaires et bidonvilles). Elle est principalement le fait de l'émergence de nouveaux acteurs (organisations internationales, ONG, bureaux d'étude, etc.) et de l'intensification de leur rôle dans les politiques urbaines nationales depuis les années 1980. Ce système d'acteurs recomposé n'empêche pas quelques permanences dans le domaine : la production massive de nouveaux logements (dits sociaux) comme principale solution au problème de l'informel ; et la reconquête des territoires de l'informel par les pouvoirs, ayant pour conséquence de repousser les populations les plus démunies aux marges physiques des agglomérations.

La troisième partie s'attache à décrire la refonte des territoires politico-administratifs. Elle se limite cependant au seul cas casablançais, lequel constitue, nous dit-on, une exception au Maghreb, les tentatives de mise en adéquation des périmètres de l'action gouvernementale et des territoires métropolitains ayant « avorté » (p. 322) à Alger et à Tunis. Cette partie, qui traite donc d'un cas particulier, pose un problème par rapports aux deux parties précédentes qui parviennent à dégager des tendances communes au trois pays du Maghreb. Faut-il en conclure à un retard institutionnel général dans la prise en compte de la demande infra-locale, dans l'impulsion d'initiatives aménagistes et dans la capacité à mobiliser des fonds ? La nuance viendra de la conclusion de cette partie où il est indiqué que de nouveaux instruments de gestion des services urbains ont malgré tout changé la donne, tout comme de nouveaux réseaux d'intermédiation (clientélistes) ont amélioré ici et là la relation entre les niveaux local et central. Cette partie aurait gagné à faire l'objet d'une réelle approche comparatiste et d'une réactualisation qui aurait au moins permis d'évoquer ce qui a été entrepris (réalisé ou non) dans le champ de l'administration territoriale après les révoltes de 2011, en Tunisie notamment.

Plus globalement, le fait que les enquêtes sur lesquelles s'appuient ces textes, réalisées « entre 2005 et 2008 » (p. 25) comme le reconnaît le directeur d'ouvrage, soient relativement datées, peut poser problème. Cela ne rend pas l'ouvrage caduque, loin de là, dans la mesure où ni la crise économique ni les « printemps arabes » n'ont invalidé ses grandes hypothèses. Il n'y a pas eu, dans le monde arabe en général, de remise en question fondamentale des agendas urbains³, le poids des logiques économiques primant depuis longtemps sur celui des politiques publiques en matière de fabrication urbaine. En revanche, cette datation prive l'ouvrage des productions scientifiques les plus récentes – on pensera à celles de Sami Y. Turki sur la Tunisie⁴ ou de Koenraad Bogaert sur le Maroc⁵ par exemple –, absentes de la bibliographie

³ Barthel P.-A., Jaglin S. (dir.), *Quartiers informels d'un monde arabe en transition. Réflexions et perspectives pour l'action urbaine*, Paris, AFD ; Stadnicki R., Vignal L., Barthel P.-A., 2014, « Assessing urban development after the 'Arab Spring': illusions and evidence of change », *Built Environment*, vol. 40, n° 1, p. 5-13.

⁴ Turki S.-Y., « Evolution of Cities and Territories in Tunisia through Parties' Electoral Programmes and Civil Society's Proposals », *Built Environment*, vol. 40 n° 1, p. 85-100.

finale. Une référence datant de 2007 est ainsi qualifiée d'« ouvrage récent » (p. 33) ; c'est anecdotique et mineur, convenons-en. Notons que cela n'a par ailleurs pas dispensé les auteurs de faire, par endroit, le travail nécessaire d'actualisation : on appréciera ainsi particulièrement le chapitre sur l'avenir des grands projets, « sur fond de crise financière mondiale » (p. 183).

Le livre *Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb*, très bien documenté dans chacune des rubriques qu'il comporte, suscite trois séries de questionnements concernant ses objets et l'espace géographique dont il traite. Premièrement, plutôt que des liens entre « territoires et politiques », ce que laisse entendre le titre, ne serait-il pas question de politiques territoriales, ou des effets territoriaux des politiques publiques – c'est sur cet aspect que la cohérence de l'ouvrage apparaît d'ailleurs la plus forte ? Poser la dialectique entre territoires et politiques aurait pu laisser supposer quelques développements sur la politisation des habitants des périphéries par exemple, ou encore sur les réseaux urbains de l'islam politique, ce dont il n'est pas question ici. Deuxièmement, les auteurs se sont-ils entendus sur une définition commune des « périphéries urbaines » ? On peut se demander si les hypothèses qu'ils formulent confèrent à ces dernières une autonomie par rapport à la ville-centre. Il est permis d'en douter, certains espaces centraux faisant aussi l'objet d'opérations de « remise à niveau » illustrant la complexification de l'action publique par la multiplication d'acteurs de tout bord, la financiarisation croissante des opérations de réaménagement, et les nouveaux enjeux en termes d'images (effet vitrine) qu'ils représentent. Troisièmement, on peut se demander en quoi les pays du Maghreb constituent-ils aujourd'hui une originalité par rapport aux autres « régions » auxquelles il est souvent associé dans les études comparatives sur le Sud, à savoir le Moyen-Orient et l'Europe méridionale ? La force des dynamiques mondialisées n'aurait-elle pas tendance, surtout lorsque l'on connaît – et c'est rappelé dans le livre – l'influence exercée par les pays du Golfe en Afrique du Nord par le truchement de leurs promoteurs immobiliers, à relativiser l'exception maghrébine ? De même, en Europe du Sud comme au Maghreb, l'État est demeuré, en dépit de la libéralisation économique, un acteur majeur de la gouvernance métropolitaine⁶, s'il fallait ne retenir qu'un seul point de comparaison.

Ces questionnements ont simplement pour vocation d'ouvrir le débat, suscité par la lecture d'un ouvrage qui devrait faire autorité en ce qu'il constitue une synthèse minutieuse des recherches urbaines menées dans les années 1990 et 2000 sur le Maghreb. Il devrait s'avérer indispensable aux étudiants et chercheurs désireux de lancer de nouveaux travaux sur ces terrains. Plus encore, l'apport majeur de *Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb* réside dans l'analyse très pertinente qu'il fait de l'évolution des paradigmes de l'action publique urbaine. Sa portée heuristique dépasse, de ce point de vue, le seul cadre géographique du Maghreb.

⁵ Bogaert K., *Urban Politics in Morocco. Uneven development, neoliberal government and the restructuring of state power*, Thèse, Université de Ghent (Belgique), 2011.

⁶ Voir Legros, *op. cit.*